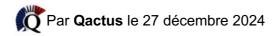






France : Les Illusionnistes de la République, Macron et les Technocrates de la Finance, ou l'Art d'Achever les Entreprises Sans Réellement Aider les Salariés





Les Illusionnistes de la République, Macron et les Technocrates de la Finance, ou l'Art d'Achever les Entreprises Sans Réellement Aider les Salariés

Publié le 27.12.2024

En 2024, la France a connu une augmentation notable des défaillances d'entreprises. Selon les données disponibles, environ 66 000 entreprises ont été déclarées en défaillance depuis le début de l'année.

<u>Portail IE</u>: Cette tendance s'est confirmée au troisième trimestre 2024, **avec 13 429 défaillances** enregistrées entre juillet et septembre, soit une hausse de 20,1 % par rapport à la même période en 2023.

<u>Actu Juridique</u>: Ces chiffres témoignent d'une détérioration significative de la santé économique des entreprises françaises, **affectant particulièrement les petites et moyennes entreprises** (PME) et menaçant de nombreux emplois à travers le pays.Et ce triste record n'est pas fini...

Les défaillances d'entreprises en France atteignent des niveaux records, jamais égalé a aujourd'hui, 66 000 entreprises. C'est le nombre vertigineux de sociétés qui ont mis la clé sous la porte en France ces derniers mois, un véritable carnage économique orchestré par un gouvernement incapable de simplicité. Plutôt que d'aider les entreprises à ne pas couler, en réduisant tout simplement les charges sociales qui les écrasent, Emmanuel Macron et ses technocrates préfèrent inventer des "solutions" alambiquées et bureaucratiques, conçues pour paraître innovantes, mais qui finissent par détruire ce qu'il reste du tissu entrepreneurial français.



SHIVAYA INFO



Tout le monde le sait : la France croule sous les taxes, atteignant environ 80 % pour une entreprise. Plutôt que de commencer par simplifier les démarches administratives, alléger la paperasse, ou réduire drastiquement les charges patronales et salariales, nos Pseudo-dirigeants corrompus grassement payer en cumul de mandat comme l'autoproclamé premier ministre F. Bayrou préfèrent inventer une énième usine à gaz. Une arnaque déguisée en mesure de communication, destinée à vendre du rêve à des entreprises et des salariés avec des salaires et un pouvoir d'achat déjà plus que fragilisées par une perte de compétitivité nationale et internationale, avec aussi des effectifs en baisse, des carnets de commandes vides, et un avenir plus qu'incertain, notamment dans des secteurs cruciaux comme le bâtiment. Mais au lieu de solutions concrètes, ils continuent de ne rien faire.

https://twitter.com/BFMTV/status/1872152922940748013

UNE NOUVELLE USINE À GAZ POUR 2025

Le dernier exemple en date ? À partir du 1er janvier 2025, les entreprises de 11 à 49 salariés seront obligées de mettre en place un "dispositif de partage de la valeur", pour redistribuer les fruits de leur succès à leurs salariés. L'idée pourrait sembler louable si elle n'était pas assortie de conditions absurdes et d'une mise en œuvre kafkaïenne : seules les entreprises affichant un bénéfice net fiscal positif d'au moins 1 % du chiffre d'affaires pendant trois années consécutives seront concernées.









ENCOURAGER LA MÉDIOCRITÉ, DÉCOURAGER LA RÉUSSITE

Ce montage bancal envoie un message clair: Il vaut mieux ne pas faire de bénéfices ou rester sous les seuils imposés pour éviter de tomber dans les filets de cette énième obligation bureaucratique. Les entreprises les plus "malignes" seront tentées de jongler avec leur comptabilité pour ne jamais franchir la ligne rouge. Et les autres ? Elles se retrouveront asphyxiées par des contraintes supplémentaires, au lieu de pouvoir investir pour se développer ou simplement survivre.

Pire encore, ces mesures ignorent totalement la réalité des petites entreprises. Beaucoup peinent déjà à joindre les deux bouts, et les obliger à partager une valeur qu'elles n'ont souvent même pas, revient à leur demander l'impossible. Ce n'est pas en inventant des primes Macron, des plans d'épargne salariale, ou d'autres dispositifs hors-sol qu'on sauvera l'économie française.

LA SIMPLICITÉ, GRANDE ABSENTE DES RÉFORMES

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué? Réduire les charges sociales, une mesure pourtant évidente, aurait un double effet bénéfique : soulager les entreprises et permettre aux employeurs d'augmenter directement les salaires. Mais non, ce serait trop "banal". Le gouvernement préfère multiplier les dispositifs conditionnés et décorrélés des réalités du terrain.

TECHNOCRATIE, LE FLÉAU FRANÇAIS

Cette réforme est symptomatique d'un mal profondément français : la technocratie, qui étouffe les bonnes intentions sous des couches de bureaucratie inutile. Le plein emploi reste, en réalité, le seul moyen concret et durable de faire monter les salaires et de planifier un régime de retraites qui fonctionne. Mais au lieu de s'attaquer à ce chantier, les technocrates préfèrent continuer à jouer aux apprentis sorciers avec des montages ineptes.

UN AVENIR SOMBRE POUR L'ENTREPRISE FRANÇAISE

Alors que des milliers d'entreprises ferment déjà leurs portes, cette nouvelle obligation ne fera qu'aggraver une situation déjà critique, rien de nouveau dans le paysage que de l'enfumage comme toujours. Plutôt que de stimuler la création de valeur, elle incite à la stagnation, à la manipulation et à la survie précaire. Pendant ce temps, nos voisins européens, eux, simplifient leurs modèles et soutiennent leurs entrepreneurs.

L'histoire est vieille comme le monde : pendant que Macron et ses technocrates échafaudent des solutions absurdes, les entrepreneurs français coulent. Combien d'entreprises devront encore disparaître avant que l'État comprenne qu'il est temps d'arrêter de les noyer sous des règlements inutiles et de commencer à les soutenir efficacement ? Mais avant tout, le plus urgent est de se débarrasser de ces parasites au plus vite, avant que nous ne sombrions tous sous le poids de leur incompétence — une incompétence qui, comme toujours, ne semble jamais les affecter, mais qui nous condamne.

L'Informateur © 2024.

Gérez vos réglages de messagerie ou désabonnez-vous.